

<http://ugtg.org/spip.php?article675>



Grèce : La population et la jeunesse face à "un gouvernement de voleurs et de tueurs"



- International -
Date de mise en ligne mardi 9 décembre 2008

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

« **Assassins** » : c'est la banderole que les jeunes manifestants brandissaient dimanche après-midi sur l'une des grandes avenues d'Athènes. Personne, ni dans le monde politique ni dans les médias, ne cherche à nier les faits : samedi soir, vers 21 heures, un policier a tué de sang-froid un jeune de 15 ans, en pleine rue, de-vant de nombreux té-moins.

"On ne pouvait pas y croire, raconte une femme en sanglotant, ça ne se passe qu'au cinéma, ces choses-là.
»

Les médias grecs, européens et internationaux ont largement montré l'embrassement qui a suivi dans les rues des principales villes grecques samedi soir et dimanche : les manifestants se sont opposés aux forces de police et les dégâts ont été immédiatement nombreux et spectaculaires. Vitrites de banques et de ma-gasins brisées, abris bus et feux tricolores cassés, voitures et poubelles incendiées témoignent de l'emploi de cocktails Molotov et autres projectiles.

Dimanche dans la journée, et au début de la soirée, régnait dans le quartier d'Exarchia une ambiance de guerre : bruit des hélicoptères, fumées des feux de voitures et de poubelles, odeur des gaz lacrymogènes déversés sur les manifestants.

Mais ces émeutes prennent un sens bien particulier dans le contexte actuel : après les manifestations incontrôlées du week-end, aujourd'hui, les lycéens, étudiants, jeunes et militants des organisations politiques et syndicales manifestent contre « un gouvernement de voleurs et de tueurs », résumant ainsi la politique de Caramanlis, Premier ministre de la Nouvelle Démocratie (droite), qui a annoncé ces dernières se-maines un plan de soutien aux banques, mais fait peser des doutes sur les aides sociales [1].

Et le climat ne va pas s'arranger dans les jours qui viennent : les professeurs des universités se sont mis en grève pour trois jours, les établissements scolaires et les services publics ont fermé lundi et devraient rester fermés mardi, des étudiants et des jeunes occupent des universités du centre d'Athènes, notamment Polytechnique.

Lundi soir, une manifestation partant du quartier des universités a encore montré la rage qui anime l'ensemble de la population.

Les policiers accueillis aux cris de « Flics, assassins, porcs ! », ne contribuent pas à l'apaisement et créent des mouvements de foule en chargeant dans des cortèges composés de travailleurs défilant dans le calme. La colère est celle de toute la population frappée par la crise et qui condamne les violences policières.

C'est en premier lieu celle de la génération qu'on appelle « génération 600 » pour parler de ces jeunes diplômés qui ne trouvent pas d'emploi, ou alors seulement des petits boulots à 600 euros.

Mardi, ce sont les organisations lycéennes et étudiantes qui appellent à manifester, et, mercredi, c'est la grève générale interprofessionnelle ap-pelée pour la première fois par un front syndical commun avec la confédération des travailleurs grecs (GSEE) et la fédération des fonctionnaires (Adedy).

La situation en Grèce est explosive : la crise financière frappe une population qui vit de salaires très bas, l'inflation est une des plus fortes d'Europe et le système éducatif conforte les inégalités. Le gouvernement est en train d'appliquer les mêmes mesures qu'impose l'Union européenne : l'impopolarité ac-tuelle du gouvernement, suite à plusieurs scandales politico financiers cette année, pourrait entraîner un mouvement de grande ampleur.

La crise financière ébranle la Grèce

Grèce : La population et la jeunesse face à "un gouvernement de voleurs et de tueurs"

Les jeunes sont particulièrement touchés par le chômage, qui augmente. Alors que les gens ont du mal à vivre, les scandales éclatent de partout. Les jeunes réagissent à une situation qui les écoeure.

« L'estocade a été donnée par l'implosion du faux mi-racle économique grec, pulvérisé par le sur-endettement, les placements douteux des finances publiques et la corruption », souligne Libération.

[1] Fin octobre, le gouvernement a demandé à plus de 10 000 personnes, qui avaient bénéficié de l'aide aux sinistrés de 3 000 euros après les incendies, de la rembourser.